

MEMORANDUM DES PAYS BENELUX AUX
SIX PAYS DE LA C.E.C.A.

1. Les Gouvernements de Belgique, du Luxembourg et des Pays-Bas croient le moment venu de franchir une nouvelle étape dans la voie de l'intégration européenne. Ils sont d'avis que celle-ci doit être réalisée tout d'abord dans le domaine économique.

Ils estiment qu'il faut poursuivre l'établissement d'une Europe unie par le développement d'institutions communes, la fusion progressive des économies nationales, la création d'un grand marché commun et l'harmonisation progressive de leur politique sociale.

Une telle politique leur paraît indispensable pour maintenir à l'Europe la place qu'elle occupe dans le monde, pour lui rendre son influence et son rayonnement et pour augmenter d'une manière continue le niveau de vie de sa population.

2. Le développement des activités de la C.E.C.A. a révélé la nécessité d'un élargissement du marché commun dans les domaines voisins du champ d'activité de cette organisation. Les pays de Benelux estiment toutefois qu'un pareil élargissement ne pourrait réussir si une intégration économique générale n'était pas entreprise.

o

o

o

A. L'élargissement des bases communes de développement économique devrait s'étendre, entre autres, aux domaines des transports, de l'énergie et des applications pacifiques de l'énergie atomique.

.../...

1. L'extension des échanges de marchandises et le mouvement des hommes appellent le développement en commun de grandes voies de communication qui ont fait, jusqu'ici, l'objet de plans nationaux séparés.

A cette fin, un organisme serait chargé de l'étude en commun de plans de développement axés sur l'établissement d'un réseau européen de canaux, d'autoroutes, de lignes ferrées électrifiées et sur une standardisation des équipements. Il aurait aussi pour mission de rechercher une meilleure coordination des transports aériens.

Pour la réalisation des objectifs énumérés ci-dessus, un fonds d'équipement des transports devrait être mis sur pied.

2. La mise à la disposition des économies européennes d'énergie plus abondante à meilleur marché constitue un élément fondamental de progrès économique.

C'est pourquoi toutes dispositions devraient être prises pour développer les échanges de gaz, de courant électrique, propres à augmenter la rentabilité des investissements et à réduire le coût des fournitures.

On devrait étudier des méthodes de coordonner les perspectives communes de développement de la consommation d'énergie et de dresser les lignes générales d'une politique d'ensemble, éventuellement par la création d'un organisme qui recevrait communication des programmes nationaux et donnerait un avis sur leur opportunité. Il pourrait provoquer l'établissement en commun de plans de développement pour l'ensemble des pays membres, de telle sorte que l'implantation des installations s'opérerait au mieux des possibilités économiques.

3. Le développement de l'énergie atomique à des fins pacifiques ouvrira à brève échéance la perspective d'une nouvelle révolution industrielle sans commune mesure avec celle des cent dernières années.

Les pays Benelux estiment qu'il faut créer une Autorité commune, à laquelle seraient attribués la responsabilité et les moyens d'assurer le développement pacifique de l'énergie atomique sous réserve des arrangements spéciaux souscrits par certains Gouvernements^{et} des pays tiers.

Ces moyens devraient comporter:

- a) l'établissement d'un fonds commun alimenté par des contributions de chacun des pays participant et permettant de financer les installations et les recherches en cours ou à entreprendre;
- b) le libre échange des connaissances et des techniciens, des matières premières, des sous-produits et des outillages spécialisés;
- c) la mise à disposition, sans discrimination, des résultats obtenus et l'octroi d'aides financières en vue de leur exploitation;
- d) la coopération avec les pays non-membres et l'assistance technique aux pays sous-développés.

B. 1. En ce qui concerne l'intégration économique générale, les pays Benelux estiment qu'il faut tendre à la réalisation d'une communauté économique.

Cette communauté devrait être fondée sur un marché commun à réaliser par la suppression progressive des restrictions quantitatives et des droits de douane.

2. L'établissement d'une communauté économique européenne, dans l'esprit des Etats Benelux, présuppose

nécessairement l'établissement d'une autorité commune dotée des pouvoirs propres nécessaires à la réalisation des objectifs fixés. D'autre part, un accord devra établir :

- a) la procédure et le rythme de la suppression progressive des obstacles aux échanges dans les relations entre les pays participants;
- b) les mesures à prendre afin d'harmoniser la politique générale des pays participants dans les domaines financiers, économiques et sociaux;
- c) un système de clauses de sauvegarde;
- d) la création et le fonctionnement d'un fonds de réadaptation.

C. En ce qui concerne le domaine social, les pays Benelux considèrent comme indispensable l'harmonisation progressive des réglementations en vigueur dans les différents pays, notamment celles relatives à la durée du travail, la rémunération des prestations supplémentaires (travail de nuit, travail du dimanche et des jours fériés), la durée des congés et leur rémunération.

D. En rédigeant le présent Memorandum, les pays Benelux se sont efforcés d'apporter une contribution à la solution des problèmes discutés entre les six pays de la C.E.C.A. lors de l'élaboration de la résolution de Luxembourg du 10 septembre 1952. Ils sont pleinement conscients de leur importance et de leur complexité. De multiples solutions se conçoivent pourvu que les buts à atteindre soient acceptés.

*

* *

.../...

5.-

Les trois Gouvernements suggèrent en conséquence l'organisation d'une Conférence chargée de:

- procéder à l'étude et préparer des textes de traités organisant la poursuite des objectifs développés ci-dessus en matière de transports, de l'énergie et de l'énergie nucléaire ainsi qu'en matière de réglementation sociale en tenant compte des résultats déjà acquis à l'intervention de la C.E.C.A.;
- procéder à l'étude et préparer des textes de traités fixant les conditions et le programme d'une intégration générale de l'économie européenne;
- procéder à l'étude et préparer les textes des traités dressant le cadre institutionnel commun dans lequel devraient être exécutées les tâches prévues ci-dessus.

Les Pays Benelux estiment que cette Conférence devrait comprendre, outre les six pays membres de la CECA, les pays qui ont signé avec la CECA un traité d'association et la CECA elle-même.

Il y aurait lieu d'examiner l'opportunité d'y inviter les autres États membres de l'OECE, soit comme observateurs, soit comme membres participants, ainsi que l'OECE elle-même.

Les traités envisagés devraient être ouverts à tous pays participant à la conférence.

MEMORANDUM DER BENELUXLÄNDER AN DIE SECHS LÄNDER
DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFT FÜR KOHLE UND STAHL

1. Die belgische Regierung, die luxemburgische Regierung und die niederländische Regierung glauben, dass der Zeitpunkt gekommen ist, eine weitere Etappe auf dem Wege der europäischen Integration in Angriff zu nehmen. Ihrer Ansicht nach sollte diese zunächst auf wirtschaftlichem Gebiet durchgeführt werden.

Sie sind der Auffassung, dass die Errichtung eines geeinten Europa durch den Ausbau gemeinsamer Institutionen, durch die fortschreitende Verschmelzung der nationalen Wirtschaften, durch die Schaffung eines grossen gemeinsamen Marktes und durch die allmähliche Angleichung ihrer Sozialpolitik fortgesetzt werden muss.

Eine solche Politik erscheint ihnen unumgänglich, um Europa seinen Platz in der Welt zu erhalten, um ihm seinen Einfluss und seine Geltung wiederzugeben und um den Lebensstandard seiner Bevölkerung beständig zu erhöhen.

2. Die Entwicklung der Tätigkeit der Europäischen Gemeinschaft für Kohle und Stahl hat die Notwendigkeit ergeben, den gemeinsamen Markt auf die angrenzenden Gebiete des Tätigkeitsfeldes dieser Organisation auszudehnen. Die Beneluxländer sind jedoch der Ansicht, dass eine solche Ausdehnung nicht erfolgreich durchgeführt werden kann, wenn nicht auch eine allgemeine wirtschaftliche Integration vorgenommen wird.

o
o o

A. Die Verbreiterung der gemeinsamen Fundamente der wirtschaftlichen Entwicklung sollte sich u.a. auf die Gebiete des Transports, der Energieversorgung und der friedlichen Anwendung der Atomenergie erstrecken.

- 2 -

1.- Die Ausweitung des Waren- und Personenverkehrs fordern den gemeinsamen Ausbau grosser Verbindungswege, die bis heute Gegenstand getrennter nationaler Pläne waren.

Zu diesem Zweck wäre ein Organ mit dem gemeinsamen Studium von Ausbauplänen zu beauftragen, die auf die Errichtung eines europäischen Netzes von Kanälen, Autobahnen, elektrifizierten Eisenbahnlinien und auf eine Standardisierung der Ausrüstung ausgerichtet sind: dieses Organ würde ferner zur Aufgabe haben, eine bessere Koordinierung des Luftverkehrs herbeizuführen.

Zur Verwirklichung der vorstehend aufgeführten Ziele müsste ein Verkehrs-Ausrüstungsfonds errichtet werden.

2.- Die Bereitstellung grösserer und billigerer Energiemengen für die europäischen Volkswirtschaften stellt einen Grundfaktor für den wirtschaftlichen Fortschritt dar.

Daher müssten alle erforderlichen Massnahmen getroffen werden, um den Austausch von Gas und elektrischem Strom zu fördern, der die Wirtschaftlichkeit der Investitionen erhöhen und die Kosten der Lieferungen reduzieren könnte.

Es müssten Methoden untersucht werden, um die gemeinsamen Perspektiven für einen Ausbau des Energieverbrauchs zu koordinieren und um allgemeine Richtlinien für eine Gesamtpolitik zu entwickeln - gegebenenfalls durch die Errichtung eines Organs, das über die nationalen Programme unterrichtet würde und sein Gutachten über deren Zweckmässigkeit abzugeben hätte. Dieses könnte die gemeinsame Aufstellung von Ausbauplänen für die Gesamtheit der Mitgliedstaaten veranlassen, derart, dass der Standort der Anlagen den wirtschaftlichen Möglichkeiten am besten Rechnung trägt.

3.- Die Entwicklung der Atomenergie für friedliche Zwecke wird in Kürze eine neue industrielle Umwälzung in Erscheinung treten lassen, die selbst mit derjenigen der letzten hundert Jahre ausser Vergleich steht.

- 3 -

Die Benelux-Staaten halten es für erforderlich, eine gemeinsame Behörde einzusetzen, der die Verantwortung und die Mittel für die friedliche Entwicklung der Atomenergie zu übertragen wären, - vorbehaltlich der von einigen Regierungen mit dritten Ländern getroffenen Sonderabkommen.

Diese Mittel müssten umfassen.

- a) die Errichtung eines gemeinsamen Fonds, der aus Beiträgen der einzelnen Teilnehmerstaaten gespeist wird und ausreicht, um die in Durchführung befindlichen oder noch in Angriff zu nehmenden Anlagen und Forschungsarbeiten zu finanzieren;
- b) den freien Austausch der Kenntnisse der Fachleute, der Rohstoffe, der Nebenerzeugnisse und der Spezial-Werkzeug-Ausrüstungen;
- c) die Bereitstellung der erzielten Ergebnisse ohne jede Diskriminierung und die Gewährung finanzieller Beihilfen für ihre Auswertung;
- d) die Zusammenarbeit mit den Nichtmitgliedstaaten und die technische Hilfe für die unzureichend entwickelten Länder.

B. 1. Zur Frage der allgemeinen wirtschaftlichen Integrierung sind die Benelux-Länder der Auffassung, dass man die Verwirklichung einer Wirtschaftsgemeinschaft anstreben müsse.

Diese Gemeinschaft müsste sich auf einen gemeinsamen Markt gründen, der durch den schrittweisen Abbau der quantitativen Beschränkungen sowie der Zölle herbeizuführen wäre.

nach/ 2. Die Errichtung einer Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft setzt die Auffassung der Benelux-Staaten notwendig die Einsetzung einer gemeinschaftlichen Behörde voraus, die mit den notwendigen Befugnissen ausgestattet ist, um die festgesetzten Ziele zu verwirklichen. Andererseits sollte in einem Abkommen festgelegt werden:

- a) das Verfahren und das Tempo des schrittweisen Abbaus der Hindernisse, die sich dem Warenaustausch zwischen den Teilnehmerstaaten entgegenstellen;

- 3 -

Die Benelux-Staaten halten es für erforderlich, eine gemeinsame Behörde einzusetzen, der die Verantwortung und die Mittel für die friedliche Entwicklung der Atomenergie zu übertragen wären, - vorbehaltlich der von einigen Regierungen mit dritten Ländern getroffenen Sonderabkommen.

Diese Mittel müssten umfassen.

- a) die Errichtung eines gemeinsamen Fonds, der aus Beiträgen der einzelnen Teilnehmerstaaten gespeist wird und ausreicht, um die in Durchführung befindlichen oder noch in Angriff zu nehmenden Anlagen und Forschungsarbeiten zu finanzieren;
- b) den freien Austausch der Kenntnisse der Fachleute, der Rohstoffe, der Nebenerzeugnisse und der Spezial-Werkzeug-Ausrüstungen;
- c) die Bereitstellung der erzielten Ergebnisse ohne jede Diskriminierung und die Gewährung finanzieller Beihilfen für ihre Auswertung;
- d) die Zusammenarbeit mit den Nichtmitgliedstaaten und die technische Hilfe für die unzureichend entwickelten Länder.

B. 1. Zur Frage der allgemeinen wirtschaftlichen Integrierung sind die Benelux-Länder der Auffassung, dass man die Verwirklichung einer Wirtschaftsgemeinschaft anstreben müsse.

Diese Gemeinschaft müsste sich auf einen gemeinsamen Markt gründen, der durch den schrittweisen Abbau der quantitativen Beschränkungen sowie der Zölle herbeizuführen wäre.

nach/ 2. Die Errichtung einer Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft setzt die Auffassung der Benelux-Staaten notwendig die Einsetzung einer gemeinschaftlichen Behörde voraus, die mit den notwendigen Befugnissen ausgestattet ist, um die festgesetzten Ziele zu verwirklichen. Andererseits sollte in einem Abkommen festgelegt werden:

- a) das Verfahren und das Tempo des schrittweisen Abbaus der Hindernisse, die sich dem Warenaustausch zwischen den Teilnehmerstaaten entgegenstellen;

- 4 -

- b) die Massnahmen, die zu ergreifen sind, um die allgemeine Politik der Teilnehmerstaaten auf finanziellem, wirtschaftlichem und sozialem Gebiet in Einklang zu bringen;
- c) ein System von Schutzklauseln;
- d) die Gründung und die Arbeitsweise eines Umstellungsfonds (fonds de réadaptation).

C. Auf sozialem Gebiet halten die Benelux-Länder die schrittweise Harmonisierung der in den einzelnen Ländern geltenden Vorschriften, insbesondere bezüglich der Dauer der Arbeitszeit der Vergütung zusätzlicher Leistungen (Nachtarbeit, Sonntags- und Feiertagsarbeit), der Dauer des Urlaubs und seiner Bezahlung für unerlässlich.

D. Die Benelux-Staaten haben sich bemüht, mit der Abfassung dieses Memorandums zur Lösung der Probleme beizutragen, die bei der Ausarbeitung der Luxemburger Entschliessung vom 10. September 1952 von den sechs Mitgliedstaaten der Europäischen Gemeinschaft für Kohle und Stahl erörtert wurden. Sie sind sich der Bedeutung und der Schwierigkeit dieser Probleme voll bewusst; verschiedene Lösungen können ins Auge gefasst werden, vorausgesetzt, dass die zu erreichenden Ziele akzeptiert werden.

* * *

Die drei Regierungen regen daher an, eine Konferenz einzuberufen, die folgende Aufgaben hätte:

- Prüfung und Ausarbeitung der Vertragstexte über die Verfolgung der vorstehend dargelegten Ziele auf dem Gebiet des Transports, der Energieversorgung, der Atomenergie sowie der sozialen Gesetzgebung unter Berücksichtigung der bereits auf Veranlassung der Europäischen Gemeinschaft für Kohle und Stahl erzielten Ergebnisse.

- 5 -

- Prüfung und Ausarbeitung der Vertragstexte, die die Voraussetzungen und das Programm für eine allgemeine Integration der europäischen Wirtschaft festlegen.
- Prüfung und Ausarbeitung der Vertragstexte, die den gemeinsamen institutionellen Rahmen errichten, in welchem die vorstehend vorgesehenen Aufgaben durchgeführt werden sollen.

Die Benelux-Staaten sind der Auffassung, dass diese Konferenz ausser den sechs Teilnehmerstaaten der Europäischen Gemeinschaft für Kohle und Stahl auch die Staaten, die mit der Europäischen Gemeinschaft für Kohle und Stahl einen Assoziierungsvertrag abgeschlossen haben und die Europäische Gemeinschaft für Kohle und Stahl selbst umfassen sollte.

Es wäre angebracht zu prüfen, ob es zweckmässig wäre, auch die anderen Teilnehmerstaaten der O.E.E.C. entweder als Beobachter oder als Teilnehmer einzuladen, ebenso wie die OEEO selbst.

Die vorgesehenen Verträge müssten allen an der Konferenz teilnehmenden Staaten offenstehen.